

**REGLEMENT DES ELECTIONS
DES REPRESENTANTS AU CCM**

DES

**ASSOCIATIONS EXPÉRIMENTÉES DANS LA LUTTE CONTRE LE SIDA OU
LA RÉDUCTION DES RISQUES LIÉS À L'UTILISATION DE DROGUES
INJECTABLES ET DES ASSOCIATIONS LOCALES QUI INTERVIENNENT
DANS L'UN DE CES DEUX DOMAINES**

ET

**DES ASSOCIATIONS EXPÉRIMENTÉES DANS LA LUTTE CONTRE LA
TUBERCULOSE (TB) ET DES ASSOCIATIONS LOCALES QUI
INTERVIENNENT DANS CE DOMAINE**

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT REGLEMENT

Le CCM est une instance nationale et multisectorielle opérant selon des principes universels de bonne gouvernance : transparence, participation démocratique, fiabilité. Y siègent des représentants de plusieurs secteurs de la société marocaine : départements gouvernementaux ; Associations ; Personnes vivant avec le VIH, Secteur privé; secteur universités, agences des Nations Unies et de la coopération bilatérale ou multilatérale.

Dans le cadre du renouvellement de sa composition pour un nouveau mandat de 3 ans qui débutera en mars 2014, le CCM organise les élections relatives aux sièges réservés aux associations œuvrant dans la lutte contre le sida, la réduction des risques liés à l'utilisation de drogue injectable et les associations de lutte contre la tuberculose. Les membres titulaires, ainsi que les membres cotitulaires, seront dûment élus selon un processus électoral via internet et selon des critères d'éligibilité définis par le CCM.

Ainsi, l'objet du présent règlement est de décrire en détail le processus d'élection, à travers la plate-forme électronique de vote, des membres titulaires et cotitulaires qui représenteront le secteur des associations impliqués dans la lutte contre le Sida et la tuberculose au sein du CCM.

Les sièges en compétition sont répartis comme suit :

- 5 sièges titulaires et 5 sièges cotitulaires pour les associations expérimentées dans la lutte contre le Sida et les associations de réduction des risques liés à l'utilisation de drogues injectables (RDR) ;
- 2 sièges titulaires et 2 sièges cotitulaires pour les associations expérimentées dans la lutte contre la tuberculose (TB) ;
- 1 siège titulaire et 1 siège cotitulaire pour les associations locales qui interviennent dans le domaine du Sida ou de réduction des risques ;
- 1 siège titulaire et 1 siège cotitulaire pour les associations locales qui interviennent dans le domaine de la tuberculose.

ARTICLE 2 : DROITS ET DEVOIRS DES MEMBRES DU CCM

Paragraphe 1 : droits des membres :

- Elire les personnes éligibles pour les postes de Président et de Vice-présidents du CCM et se présenter à ces postes. (seuls les membres nationaux -appartenant à des organisations ayant un statut national- sont éligibles aux postes de Président et Vice-président du CCM) ;
- Voter sur toute question soumise au vote lors des réunions du CCM, sauf dans le cas de conflit d'intérêt ;
- Participer à toutes les discussions et activités du CCM, sauf dans le cas de conflit d'intérêt ;

- Etre informé, à sa demande, sur toutes les questions relatives à la mission du CCM, ses fonctions et ses activités.

Paragraphe 2 : responsabilités des membres :

- Participer activement aux réunions du CCM et à ses autres activités ;
- Prendre connaissance et analyser les documents du CCM adressés aux membres ;
- Partager et échanger les expériences et les informations utiles ;
- Participer à la prise de décision et exercer leur droit de vote selon les orientations du secteur qu'ils représentent ;
- Respecter les décisions du CCM et s'abstenir de se présenter comme porte-parole du CCM sans une autorisation notifiée du Bureau du CCM ;
- Emettre exactement le point de vue de leur secteur quel que soit celui de leur propre institution ;
- Rendre compte régulièrement des activités du CCM aux organisations et aux secteurs qu'ils représentent ;
- Respecter la charte des valeurs du CCM.

ARTICLE 3 : COMITE D'EXAMEN DES DOSSIERS

Les dossiers des associations votantes et candidates seront analysés par un comité d'examen indépendant composé de deux consultants recrutés par le CCM. L'examen des dossiers se fera conformément aux critères et aux documents exigés dans l'article 6 ci-dessous.

La véracité des informations contenues dans les dossiers peut être contrôlée à travers toute instance faisant foi aux niveaux local, national ou international.

Les rapports du comité d'examen seront sanctionnés par un procès-verbal (PV) cosigné également par le notaire recruté par le CCM, validant ainsi la conformité des dossiers avec les exigences de l'article 6.

ARTICLE 4 : INTERVENTION D'UN NOTAIRE

Dans un souci de transparence et de sécurité légale, un notaire a été désigné en la personne de Maître Anas BENZEKRI, notaire à Rabat, nommé par Dahir conformément à la loi régissant le notariat. Le notaire aura pour principales responsabilités :

- De recevoir et enregistrer les dossiers physiques des associations votantes et candidates ;
- De participer à l'ouverture des dossiers reçus en présence du comité d'examen ;
- De co-signer les décisions émanant du comité d'examen validant ainsi la liste des votants et des candidats ;

- De s'assurer de sa fiabilité du système de vote électronique ;
- De statuer sur les différentes étapes du vote telles qu'elles sont décrites dans l'Article 7 ;
- De valider les résultats définitifs du vote.

ARTICLE 5 : REPARTITION ET ATTRIBUTION DES SIEGES TITULAIRES ET COTITULAIRES

Le nombre de sièges à pourvoir est de 9 sièges titulaires et 9 sièges cotitulaires. Ces sièges sont répartis comme suit :

	Nombre de sièges « titulaires »	Nombre de sièges « Cotitulaires »
Les associations expérimentées dans la lutte contre le Sida et les associations expérimentées dans le domaine de la réduction des risques liés à l'utilisation de drogues injectables	<ul style="list-style-type: none"> • 5 sièges à attribuer aux 5 premières associations selon le nombre de voix obtenu 	<ul style="list-style-type: none"> • 5 sièges à attribuer aux associations classées de 6 à 10 selon le nombre de voix obtenu. - L'association occupant la 6^{ème} place sera cotitaire de l'association classée 1^{ère} et ainsi de suite...
Les associations expérimentées dans la lutte contre la tuberculose	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sièges titulaires à attribuer aux associations classées 1^{ère} et 2^{ème} selon le nombre de voix obtenu 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sièges cotitulaires à attribuer aux associations classées 3^{ème} et 4^{ème} selon le nombre de voix obtenu
Les associations locales de lutte contre le Sida et/ou de réduction des risques liés à l'utilisation de drogues injectables et les associations locales de développement qui interviennent dans l'un des deux domaines précités.	<ul style="list-style-type: none"> • 1 siège titulaire à attribuer à l'association classée 1^{ère} selon le nombre de voix obtenu 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 siège cotitaire à attribuer à l'association classée 2^{ème} selon le nombre de voix obtenu
Les associations locales de lutte contre la tuberculose et les associations locales de développement qui interviennent dans le domaine de la lutte contre	<ul style="list-style-type: none"> • 1 siège titulaire à attribuer à l'association classée 1^{ère} selon le nombre de voix obtenu 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 siège cotitaire à attribuer à l'association classée 2^{ème} selon le nombre de voix obtenu

la tuberculose		
----------------	--	--

ARTICLE 6 : CRITERES D'ELIGIBILITE ET DOCUMENTS EXIGES

a) Critères et documents exigés qui sont communs à toutes les associations (votantes et candidates)

<i>Critères</i>	<i>Documents exigés</i>
<ul style="list-style-type: none"> Reconnaissance officielle en tant qu'association de droit marocain. 	<ul style="list-style-type: none"> Copie du récépissé ; Copie des statuts ; Liste des membres du conseil d'administration ; Dernier PV de l'assemblée générale annuelle ; Un écrit officiel de l'association indiquant le nom de la personne de l'ONG qui sera responsable du suivi du processus d'élection et recevra les codes pour l'inscription à la plate-forme électronique de vote

b) Critères et documents exigés pour les associations expérimentées dans le domaine du Sida ou de réduction des risques liés à l'utilisation de drogues injectables (RDR).

	<i>Critères</i>	<i>Documents exigés</i>
Associations votantes Sida/RDR	<ul style="list-style-type: none"> Etre enregistrée légalement ; Ne pas être une branche ou section d'une association candidate ; Réaliser des activités de lutte contre le Sida et/ou de RDR, depuis au moins 2 ans ; Avoir une expérience de travail avec les populations vulnérables et/ou les populations clés. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des actions réalisées en matière de lutte contre le Sida ou de RDR pour les années 2012 et 2013. Plan d'action pour l'année 2014 Copie des conventions de partenariat dans la lutte contre le sida ou RDR
Associations candidates Sida/RDR	<ul style="list-style-type: none"> Etre enregistrée légalement ; Réaliser des activités de lutte contre le Sida et/ou de RDR depuis au moins 5 ans ; Représentativité géographique : avoir au moins 3 antennes ou associations partenaires de mise en œuvre dans les régions prioritaires du Plan Stratégique National de lutte contre le Sida (PSN). Démontrer le travail avec les populations les plus exposées 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des actions réalisées en matière de lutte contre le Sida ou RDR pour les années : 2009, 2010, 2011, 2012, 2013. Dépôts légaux des branches ou sections dans au moins 3 régions prioritaires du Plan Stratégique National de lutte contre le sida (PSN) ou conventions signées avec les partenaires de mise en œuvre; Copie des conventions de partenariat dans le domaine du Sida ou réduction des risques

	<p>au risque d'infection VIH ou vulnérables ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démontrer des capacités de mobilisation et existence d'actions/partenariats avec d'autres associations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action pour les années 2014 et 2015 • Note conceptuelle synthétique de 3 pages maximum décrivant : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les capacités institutionnelles en termes de gestion, de ressources humaines et d'infrastructure. ○ La vision concernant la représentativité du secteur des associations qui interviennent dans le domaine du Sida et ou RDR et les mécanismes à mettre en place pour le processus de concertation avec les associations qu'elle va représenter ; ○ Attestations de la réalisation d'audit externe financier et de gestion des exercices : 2010, 2011 et 2012.
--	---	--

c) Critères et documents exigés pour les associations expérimentées dans le domaine de la lutte contre la tuberculose

	<i>Critères</i>	<i>Documents exigés</i>
<i>Associations votantes TB</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Etre enregistrée légalement ; • Ne pas être une branche ou section d'une association candidate ; • Réaliser des activités de lutte contre la tuberculose depuis au moins 2 ans ; • Avoir une expérience de travail avec les populations vulnérables ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des actions réalisées en matière de lutte contre la tuberculose pour les années 2012 et 2013 ; • Plan d'action pour l'année 2014 ; • Copie des conventions de partenariat dans la lutte contre la tuberculose.
<i>Associations candidates TB</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Etre enregistrée légalement ; • Réaliser des activités de lutte contre la tuberculose depuis au moins 5 ans ; • <i>Ne pas être une branche ou section d'une association candidate ;</i> • Démontrer le travail avec les populations les plus exposées au risque de la tuberculose ; • Démontrer des capacités de mobilisation et existence d'actions/partenariats avec d'autres associations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des actions réalisées en matière de lutte contre la tuberculose pour les années : 2009, 2010, 2011, 2012, 2013. • Copie des conventions de partenariat dans le domaine de la lutte contre la tuberculose. • Plan d'action pour les années 2014 et 2015 • Note conceptuelle synthétique de 3 pages

		<p>maximum décrivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les capacités institutionnelles en termes de gestion, de ressources humaines et d'infrastructure. ○ La vision concernant la représentativité du secteur des associations qui interviennent dans le domaine de la tuberculose et les mécanismes à mettre en place pour le processus de concertation avec les associations qu'elle va représenter. ○ Attestations de la réalisation d'audit externe financier et de gestion des exercices : 2010, 2011 et 2012.
--	--	--

d) Les critères et documents exigés pour les associations locales de lutte contre le Sida et les associations locales de réduction des risques liés à l'utilisation de drogue injectable (RDR) ou les associations locales de développement qui interviennent dans l'un des deux domaines.

	Critères	Documents exigés
Associations locales sida/RDR votantes	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir réalisé des projets ou des programmes dans le domaine du Sida ou RDR, depuis au moins 2 ans ; • Avoir un plan d'action pour l'année 2014 ; • Travailler auprès des groupes prioritaires du Plan stratégique national de lutte contre le Sida; • Ne pas être une branche ou une section d'une association candidate. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des actions réalisées dans le domaine de la lutte contre le Sida ou la réduction des risques des années 2012 et 2013. • Plan d'action pour l'année 2014 • Copie des conventions de partenariat dans l'un des deux domaines.
Associations locales Sida/RDR candidates	<ul style="list-style-type: none"> • Etre enregistrée légalement ; • Réaliser des activités depuis au moins 2 ans dans la lutte contre le Sida ou la réduction des risques liés à l'utilisation de drogues injectables ; • Ne pas être une branche ou section d'une association candidate ; • Démontrer le travail avec les populations les plus exposées au risque d'infection VIH ou vulnérables ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des actions réalisées dans le domaine de la lutte contre le Sida ou RDR pour les années 2012 et 2013 ; • Copies des conventions de partenariat dans l'un des deux domaines cités ci-dessus ; • Plan d'action pour les années 2014 et 2015. • Note conceptuelle synthétique de 3 pages

	<ul style="list-style-type: none"> • Démontrer des capacités de mobilisation et existence d'actions/partenariats avec d'autres associations. 	<p>maximum décrivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les capacités institutionnelles en termes de gestion, de ressources humaines et d'infrastructure. ○ La vision concernant la représentativité du secteur des associations qui interviennent dans le Sida et ou RDR I et les mécanismes à mettre en place pour le processus de concertation avec les associations qu'elle va représenter ; ○ Rapport d'audit du dernier exercice ou bien rapport financier adopté par l'Assemblée Générale de l'association et validé par un fiduciaire.
--	---	--

e) Les critères et documents exigés pour les associations locales de lutte contre la tuberculose ou les associations locales de développement qui interviennent dans le domaine de la tuberculose

	Critères	Documents exigés
Associations locales TB votantes	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir réalisé des projets ou des programmes dans le domaine de la lutte contre la tuberculose depuis au moins 2 ans ; • Avoir un plan d'action pour l'année 2014 ; • Travailler auprès des groupes prioritaires du Plan stratégique national de lutte contre la tuberculose; • Ne pas être une branche ou une section d'une association candidate. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des actions réalisées dans le domaine de la lutte contre la tuberculose des années 2012 et 2013 ; • Plan d'action pour l'année 2014 ; • Copie des conventions de partenariat dans le domaine de la tuberculose.
Associations locales TB candidates	<ul style="list-style-type: none"> • Etre enregistrée légalement ; • Réaliser des activités depuis au moins 2 ans dans la lutte contre la tuberculose ; • Ne pas être une branche ou section d'une association candidate ; • Démontrer le travail avec les 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des actions réalisées dans le domaine de la lutte contre la tuberculose pour les années 2012 et 2013 ; • Copie des conventions de partenariat dans le domaine de la tuberculose ; • Plan d'action pour les années 2014 et 2015 ;

	<p>populations les plus exposées au risque d'infection par la tuberculose ou vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démontrer des capacités de mobilisation et existence d'actions/partenariats avec d'autres associations 	<ul style="list-style-type: none"> • Note conceptuelle synthétique de 3 pages maximum décrivant : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les capacités institutionnelles en termes de gestion, de ressources humaines et d'infrastructure, ○ La vision concernant la représentativité du secteur des associations qui interviennent dans le domaine de la tuberculose et les mécanismes à mettre en place pour le processus de concertation avec les associations quelle va représenter ; ○ Rapport d'audit du dernier exercice ou bien rapport financier adopté par l'Assemblée Générale de l'association et validé par un fiduciaire.
--	---	---

ARTICLE 7 : LES MODALITES DE VOTE

Paragraphe 1 : Pour les associations expérimentées dans le domaine du Sida et/ou RDR, les associations locales Sida et/ou RDR ainsi que les associations locales de développement qui interviennent dans le Sida et/ou RDR :

Les associations candidates :

Deux listes d'associations candidates sont prévues :

- 1) une liste d'associations expérimentées Sida/RDR
- 2) une liste d'associations locales Sida/RDR

Les associations votantes :

Toutes les associations Sida/RDR expérimentées et locales constituent une seule liste votante selon les critères détaillés dans l'article 6 ci-dessus

Chaque association effectue deux votes obligatoires :

- un vote sur une association expérimentée Sida/RDR
- un vote sur une association locale Sida/RDR

NB : le système n'accepte pas un seul vote

L'opération d'élection est schématisée comme suit :



Paragraphe 2: Pour les associations expérimentées dans le domaine de la tuberculose et les associations locales qui interviennent dans ce domaine.

Les associations candidates :

Deux listes d'associations candidates sont prévues :

- 3) une liste d'associations expérimentées TB
- 4) une liste d'associations locales TB

Les associations votantes :

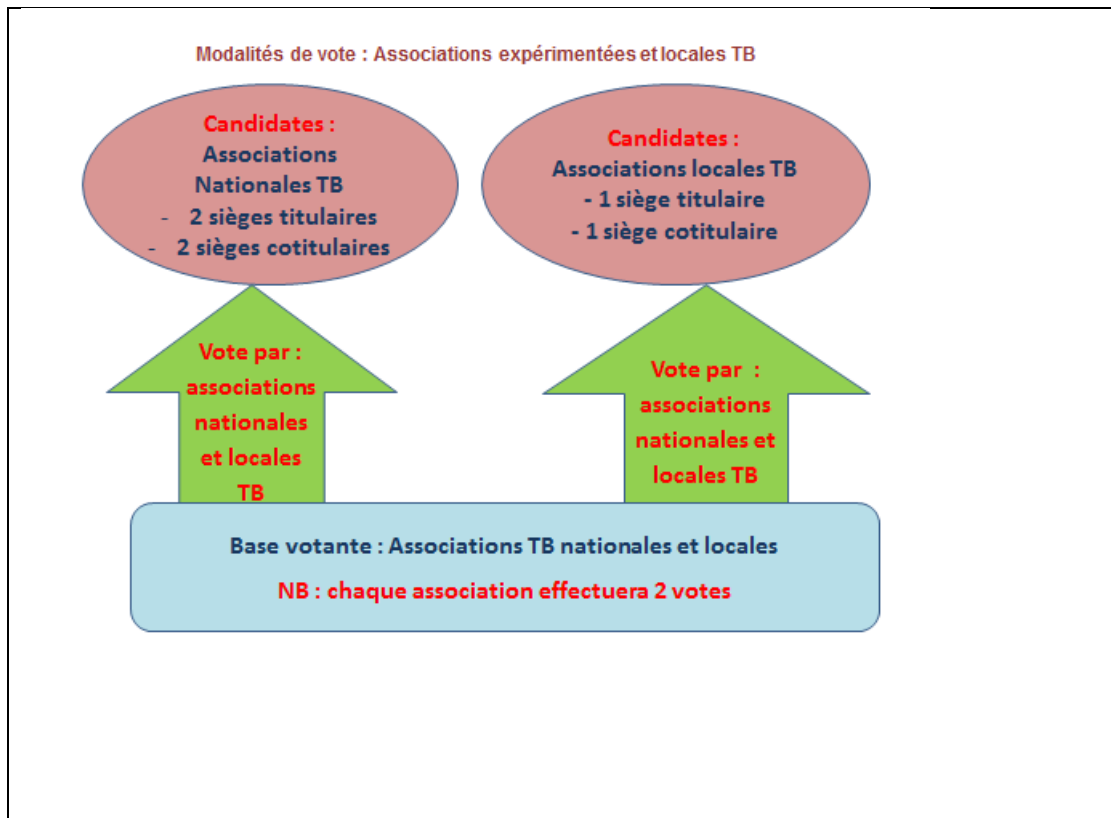
Toutes les associations intervenantes dans le domaine de la tuberculose expérimentées et locales constituent une seule liste votante selon les critères détaillés dans l'article 6 ci-dessus

Chaque association effectue deux votes obligatoires :

- un vote sur une association expérimentée TB
- un vote sur une association locale TB

NB : le système n'accepte pas un seul vote

L'opération d'élection est schématisée comme suit :



ARTICLE 8 : GESTION DE LA PLATE FORME ELECTRONIQUE DE VOTE

Le vote sera fait par voie électronique. C'est un système de vote automatisé. Ses avantages sont multiples :

- Une plus grande rapidité dans l'obtention des résultats ;
- Des économies dans l'organisation logistique ;
- Une forte participation aux élections ;
- Plus besoin de se déplacer ;
- Une information partagée et continue.

A cet effet, un site dédié a été mis en place et contient toutes l'information utile (calendrier, critères d'éligibilité des membres, formulaires d'inscription au vote et de constitution de dossier de candidature) que les différents organismes sont invités à consulter.

Phases	Etapes	Observation
Inscription	<p>Accès au site web dédié http://ccm.tanmia.ma</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lecture et acceptation des termes d'utilisation ; • Inscription des informations sur l'association et sur la personne responsable ; • Enregistrement des données ; • Envoi d'un email de confirmation et un lien unique ; • Création des informations de connexion ; 	Les critères et les documents exigés sont détaillés dans l'article 6 ci-dessus.
Validation	<ul style="list-style-type: none"> • L'association candidate/votante envoie le dossier physique au notaire recruté par le CCM ; • Le notaire remet le dossier à un comité indépendant qui analyse la conformité aux critères d'éligibilité ; • Le notaire et le comité approuvent la candidature ; • La liste des candidats et des votants sera affichée sur le site conformément à la répartition détaillées ci-dessus. 	Le système octroie à l'association candidate le droit de posséder un espace pour faire sa Campagne électorale
Campagne électorale	<ul style="list-style-type: none"> • Les candidats recevront un second email de vérification et de confirmation avec un nouveau code d'accès ; • L'association développe un contenu sur son espace dédié à la campagne électorale ; • Déroulement de la campagne ; • Fin de la possibilité de modifier le contenu des espaces dédiés à la campagne électorale. 	Toutes les associations candidates auront un espace dynamique. Pour une égalité des chances, l'espace sera identique en terme technique. La gestion du contenu est du ressort de l'association.
Gestion du vote	<ul style="list-style-type: none"> • Envoi d'un email avec un lien sécurisé ; • Identification et génération d'un code secret valable pour le vote ; • Vote. 	
Traitement des résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Extraction d'un tableau des scores permettant un classement selon les catégories d'associations candidates mentionnées ci-dessus. 	
Proclamation des résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Affichage des résultats après validation par le notaire. 	

ARTICLE 9 : MAITRISE D'OUVRAGE DE VOTE ELECTRONIQUE.

La maîtrise d'ouvrage, la gestion du processus électoral et du traitement sont assurés par Tanmia.ma et la maîtrise d'œuvre est confiée à un prestataire technique spécialisé. Ce

dernier est tenu d'appliquer les mesures de sécurité et toute autre mesure nécessaire pour assurer la protection des données avant, durant et après le scrutin.

ARTICLE 10: CALENDRIER ELECTORAL

Date	Activités
Du 10 au 14 février	Publication de l'annonce des élections et la mise en ligne du site dédié
Du 15 février au 02 mars	Inscription online des associations votantes et candidates et envoi des documents demandés au notaire Organisation de rencontres de sensibilisation et d'information avec l'appui des CRILS
Du 15 février au 05 mars	Dépouillement des dossiers envoyés au fur et à mesure de leur réception
06 mars	Annnonce des listes des candidats et votants
Du 07 au 16 mars	Campagne électorale online et sur le terrain à mener par les candidats
Du 17 au 23 mars	Election online
Du 24 au 26 mars	Validation des résultats en présence du notaire et publication sur le site

ARTICLE 11 : CAMPAGNE ELECTORALE

Les postulants peuvent animer une campagne électorale sur le site dédié. La candidature concerne l'ONG en tant que telle et non les personnes physiques.

ARTICLE 12 : MODALITES DE VOTE

Le vote se fait à travers le site dédié selon le nombre de voix obtenus. Pour voter ou se porter candidat il faut s'inscrire sur le site dédié.

L'électeur aura un identifiant, un code secret et un mot de passe par courrier électronique. Les lettres comportant les éléments d'authentification confidentiels sont générés et garantissent leur anonymat.

Une liste des candidats et des votants sera publiée après sa validation par le notaire.

ARTICLE 13 : PROCLAMATION DES RESULTATS

Les opérations de vote seront effectuées du **17 au 23 mars 2014** de manière électronique. Le **26 mars**, les résultats seront proclamés après vérification par le notaire de l'opération de vote et le procès-verbal sera mis sur le site électoral.

En cas d'égalité des voix pour les dernières places, un tirage au sort sera effectué sous le contrôle du notaire et en présence des personnes mandatées par les associations concernées et les membres du comité d'examen des dossiers.

ARTICLE 14 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS ELUES

Après la proclamation des associations élues, chaque association est tenue de désigner un membre représentant de ce secteur au sein du CCM avant **le 31 mars 2014**. Les critères d'éligibilité des membres sont les suivants :

- Avoir un niveau de leadership permettant la prise de décision pour son ONG
- Avoir une expérience technique / expertise dans au moins un des domaines suivants :
1) sida, tuberculose ou réduction des risques ; 2) mise en oeuvre (gestion, Suivi&Evaluation, finance, communication,...) ; 3) travail avec les programmes sectoriels ou multisectoriels financés par le Fonds mondial ; 4) politique, plaidoyer, mobilisation des ressources ou autres 5) Travail avec les programmes de grande envergure.